

# RETRAITES

Jeunes et anciens unis et combatifs pour préserver et améliorer notre système solidaire par répartition

Le Front de gauche de Boulogne-Billancourt vous invite à participer à une **assemblée citoyenne**

**JEUDI 27 JUIN 2013**

**19 h 30 - 18 rue Heinrich**

*Avec la participation de Frédéric Rauch  
rédacteur en chef de la revue «Economie et politique »*

Les mesures prises par les différents gouvernements de droite en 1993, 2003 et 2010 ont toutes eu pour conséquences une réduction des droits et un durcissement des conditions d'accès à la retraite. Alors que les socialistes et les verts, en 2010, manifestaient au côté des salariés et retraités pour combattre les attaques de la droite - **aujourd'hui, le gouvernement met à l'ordre du jour une nouvelle « contre-réforme » des retraites.** Les pistes envisagées par le rapport Moreau, comme l'allongement de la durée de cotisation, l'évolution des pensions à un niveau inférieur à l'inflation, une pression fiscale accrue pour les retraités (suppression de l'abattement de 10 %), la modification des règles de calcul pour les fonctionnaires répondent aux injonctions de la commission de Bruxelles aux gouvernements européens.

## **Faut-il travailler plus longtemps parce que l'on vit plus longtemps ?**

- Quelle aberration, alors que tant de jeunes ne trouvent pas d'emploi, de rallonger l'âge de la retraite !
- Nous vivons plus longtemps parce que, entre autre, nous travaillons moins
- Mais l'espérance de vie en bonne santé a diminué pour la première fois en 2012
- L'espérance de vie d'un ouvrier est de 7 ans inférieure à celle d'un cadre
- De plus en plus de salariés sont au chômage quand ils liquident leur retraite, avec pour conséquence des pensions en baisse (46 % des départs en retraite se font sur la base du minimum de pension : 628,99€/mois)

Les mesures envisagées par le gouvernement auraient pour conséquence une nouvelle fragilisation de notre système par répartition et donnerait plus de crédit aux campagnes alarmistes sur la baisse inéluctable des pensions pour les générations futures, le MEDEF s'empressant de relancer son objectif de baisser les cotisations et d'imposer une part de capitalisation, au plus grand bénéfice des compagnies d'assurances. Cela porterait un coup sévère à notre système solidaire, comme ce fut le cas en Allemagne au début des années 2000 avec la réforme Schröder.

## **Les moyens existent pour préserver et améliorer notre système de retraite par répartition**

- Les déficits des caisses de retraite n'ont rien à voir avec la démographie. Ils sont dus à la crise du capitalisme qui bloque l'activité donc l'emploi, les salaires et les cotisations sociales.

La question centrale étant le financement de la protection sociale en général et des retraites en particulier.

- Il faut trouver de nouvelles formes de financement, mais le MEDEF est opposé à toute avancée au nom du dogme de la compétitivité. Le patronat considère les cotisations sociales comme une charge. Il ne dit jamais que, malgré la fiscalité qui lui est largement favorable, le déficit des retraites n'est que d'une dizaine de milliards, alors que les dividendes versés aux actionnaires et les intérêts des entreprises versés aux banques totalisent **309 milliards**.
- De plus, entre les exonérations de cotisations sociales sur les salaires jusqu'à 1,6 SMIC et les aides diverses, c'est au total **200 milliards d'argent public qui sont versés aux entreprises sans aucun contrôle**.
- A cela s'ajoute l'évasion et la fraude fiscale des plus riches et des entreprises qui représentent un manque à gagner pour les caisses de l'Etat évalué entre **50 et 80 milliards d'euros**.

Pour réussir une véritable réforme qui pérennise notre système solidaire par répartition, c'est la question du financement qu'il faut privilégier.

**Nos propositions pour une retraite pleine et entière à 60 ans  
avec un minimum de 75 % du dernier salaire**

**Seul le travail est producteur de richesses. La lutte contre le chômage, pour la création d'emplois qualifiés, bien rémunérés, c'est le combat essentiel !**

- 100 000 chômeurs de moins, c'est 1,5 milliard en plus
- 1 % d'augmentation de la masse salariale, ce sont 2 milliards en plus
- Faire cotiser les revenus de la participation, de l'intéressement, des stocks options, ce sont 10 milliards en plus
- Faire cotiser les revenus financiers des entreprises au même taux que les salaires, ce sont 30 milliards en plus
- Moduler les cotisations sociales : les entreprises qui privilégient la finance au détriment de l'emploi paieraient une cotisation additionnelle à l'assurance vieillesse

**Seule la mobilisation populaire peut imposer une autre orientation de l'argent disponible pour les besoins humains**  
**La Sécu est à nous, on ne lâche rien !**



**TOUS ENSEMBLE NOUS POUVONS CHANGER LA VIE !**

FRONT de GAUCHE 18 rue Heinrich 92100 – BB

Mail : [frontdegauche.bb@gmail.com](mailto:frontdegauche.bb@gmail.com)